

98-84368-29

Ligue sociale d'acheteurs

Bulletin, 4e trimestre, 1906

Paris

1906

98-84368-29

MASTER NEGATIVE #

COLUMBIA UNIVERSITY LIBRARIES
PRESERVATION DIVISION

BIBLIOGRAPHIC MICROFORM TARGET

ORIGINAL MATERIAL AS FILMED - EXISTING BIBLIOGRAPHIC RECORD

334
Z5
v 3
Ligue sociale d'acheteurs.
Bulletin, 4e trimestre, 1906.
Paris, 1906.
p. [145]-192

Extract

vol. of 1000

Only 1d

RESTRICTIONS ON USE: Reproductions may not be made without permission from Columbia University Libraries.

TECHNICAL MICROFORM DATA

FILM SIZE: 35mm

REDUCTION RATIO: 10:1

IMAGE PLACEMENT: IA ☒ IIA IB IIB

DATE FILMED: 3/10/98

INITIALS: F.C.

TRACKING #: 32332

FILMED BY PRESERVATION RESOURCES, BETHLEHEM, PA.

B1312

Dup No 12

**BULLETIN DE LA
LIGUE SOCIALE
D'ACHETEURS** ❀

4^e Trimestre 1906



254
25
13

Revue des Travaux
publiés par la L. S. A.

Et Table des Matières des
deux premières années du
Bulletin.



Au Siège social de la L. S. A.

HOTEL DES SOCIÉTÉS SAVANTES, 28, RUE SERPENTE, PARIS

Les 7 premiers Tracts de la L. S. A.

A la demande de plusieurs membres de la L. S. A., nous reproduisons, groupés dans ce numéro du Bulletin, tous les tracts jusqu'ici parus. Ces tracts constituent un petit résumé d'ensemble des principes et des préceptes de morale sociale pratique de notre Ligue. — Et, en second lieu, ce répertoire récapitulatif permettra à nos adhérents d'indiquer avec plus de précision les tracts qu'ils veulent avoir pour la propagande. Nous rappelons en effet que la L. S. A. les met à leur disposition gratuitement et en aussi grand nombre qu'ils le désirent :

	Pages.
1. Qu'est-ce que la Ligue Sociale d'Acheteurs ?....	145
2. Législation protectrice du travail des femmes..	152
3. Pour Noël et le Jour de l'An.....	159
4. Contre le Chômage.....	166
5. Si vous avez souci de l'hygiène.....	173
6. La Réclame internationale	177
7. Ne louez pas un appartement.. ..	181



TRACT N° 1

Janvier 1903

LIGUE SOCIALE D'ACHETEURS

Fondée à Paris le 27 décembre 1902

Qu'est-ce que la Ligue sociale d'acheteurs ?

La Ligue sociale d'acheteurs est une association de personnes qui, réfléchissant à la responsabilité qu'elles ont vis-à-vis du monde du travail en tant qu'acheteurs ou acheteuses, se préoccupent d'obtenir par leurs achats quotidiens, éclairés et organisés, des améliorations progressives des conditions du travail.

Que doit faire un membre de la Ligue sociale d'acheteurs ?

1° Ne jamais faire une commande sans demander si elle ne risque pas d'entraîner le travail de la veillée ou le travail du dimanche.

Cotisation annuelle des adhérents à la Ligue ou abonnement annuel au Bulletin de la L. S. A., 5 francs.

2° Toujours éviter de faire ses commandes au dernier moment, surtout aux époques de presse.

3° Refuser toute livraison après 7 heures du soir ou le dimanche afin de ne pas être indirectement responsable d'une prolongation des heures de travail pour les livreurs, employés ou employées, apprentis ou apprenties.

4° Payer ses notes régulièrement et sans retard.

En outre, un membre de la Ligue sociale d'acheteurs doit avoir la préoccupation constante de connaître ou de chercher à connaître dans quelles conditions travaillent ceux qu'il fait travailler par ses commandes ou par ses achats. Souvent il lui sera impossible, à lui individu isolé, de se renseigner avec exactitude et avec certitude sur des faits dont un grand nombre échappe à sa vue et à son examen. Il voit le magasin et ne peut pénétrer dans l'arrière boutique. Il voit le salon d'essayage et ne peut entrer dans l'atelier. Il voit la boutique élégante du pâtissier et ne peut visiter ni les salles étroites ou surchauffées où travaillent les ouvriers, ni les « garnis » où sont logés et empilés les petits « marmitons ». Ce sera l'objet principal de la Ligue de faire des enquêtes générales et de renseigner ses membres sur des faits qui leur échappent nécessairement. Ce sera l'objet de la Ligue de signaler et de recommander à sa clientèle les patrons qui ont eu le courage et la générosité de placer leurs employés et ouvriers dans de parfaites conditions morales et sociales.

Mais si l'observation de chacun d'entre nous est limitée, elle doit s'exercer d'autant plus activement sur le domaine qu'elle peut atteindre. Et nous indiquons dès

maintenant aux membres de la Ligue quels services ils peuvent rendre en vue de l'exécution de la **Loi des sièges**. Il doit y avoir dans tous les magasins des sièges pour les vendeuses, et il doit être permis aux vendeuses de s'asseoir. Les inspecteurs du travail peuvent vérifier si les sièges sont placés en nombre suffisant pour les vendeuses, mais leurs visites, rares et intermittentes, ne leur permettent guère de contrôler si les vendeuses peuvent en réalité user de ces sièges dès qu'elles ne sont plus occupées. Il est bien évident que l'acheteur qui entre à tout instant dans le magasin et qui est accueilli par le patron avec toute sympathie peut obtenir d'une manière plus efficace par ses réflexions personnelles et continues que les vendeuses aient effectivement le droit de s'asseoir. Nous tenons à signaler ce point à nos membres pour leur montrer par un exemple précis et bien déterminé quel peut être leur rôle et quelle peut être dès nos débuts leur heureuse influence.

Ainsi la Ligue demande à ses adhérents un effort social manifesté en quelques conseils pratiques et précis. C'est la réponse à la première question : **Que doivent faire les membres de la Ligue ?** Cette réponse qui concerne les acheteurs est générale : Ce sont là comme des principes de conduite applicables à tout et à tous.

Que doit-on obtenir des fournisseurs ?

La deuxième question : **Que doit-on obtenir des fournisseurs ?** comporte des réponses plus compliquées et plus variées.

C'est par une étude minutieuse de chaque métier que la Ligue sociale d'acheteurs doit fixer sa conduite. Il faut savoir se borner à quelques métiers pour commencer, et se borner à quelques points très précis dans les métiers d'abord choisis.

La Ligue sociale d'acheteurs a dès maintenant étudié les métiers suivants, et elle proposera peu à peu une action appropriée à chacun :

*Couture,
Blanchisserie,
Pâtisserie-Boulangerie,
Imprimerie, etc.*

La Ligue a décidé de commencer par les ateliers de couture (robes et manteaux) sans magasins de vente ; et elle a fixé les conditions auxquelles elle subordonnera sa réclame et l'inscription sur sa *liste blanche*.

Quels sont les moyens d'action de la Ligue vis-à-vis des fournisseurs ?

La Liste blanche.

Vis-à-vis des fournisseurs la Ligue a un grand moyen d'action : la réclame, la réclame gratuite et incessante. Elle fait de la réclame à ceux qui remplissent les conditions qu'elle exige. Elle fait de la réclame à ceux qu'elle désigne après enquête comme remplissant leur devoir social

envers leurs employés et leurs ouvriers. Elle fait de la réclame à ceux qui sont ainsi des agents effectifs de progrès social. Et par cette réclame positive pour les bons employeurs, elle est convaincue qu'elle parviendra à hâter les réformes beaucoup plus efficacement que par le boycottage des mauvais employeurs.

Les fournisseurs recommandés par la Ligue sont inscrits sur une liste adressée à tous les membres : par opposition avec la *liste noire* (liste des mauvais payeurs que dressent avec raison les fournisseurs), la liste des fournisseurs et producteurs soutenus par la Ligue est appelée la *liste blanche*.

A quelles conditions la Ligue insérera-t-elle les couturières sur la liste blanche ?

Les couturières recommandées par la Ligue doivent s'engager :

- 1° A ne pas faire travailler normalement au delà de 7 heures du soir, et jamais au delà de 9 heures du soir, même aux époques de presse.
- 2° A ne pas donner aux ouvrières de travail à terminer chez elles le soir (seconde veillée).
- 3° A ne pas faire travailler le dimanche.

Moyennant ces conditions, elles sont inscrites sur la *liste blanche*.





APPEL A TOUS LES ACHETEURS

Ce que nous vous proposons n'est pas une « œuvre », c'est une organisation. Nous ne vous disons pas : achetez davantage, faites quelque chose de nouveau. Nous vous disons : Vous achetez, c'est un fait. Vous achetez tous les jours. Eh bien ! surveillez et organisez vos achats.

Par vos achats quotidiens vous n'obtenez rien jusqu'à ce jour que la satisfaction de vos besoins économiques et de vos caprices. Mettez cette activité d'acheteurs au service de votre esprit de justice sociale.

La **Ligue sociale d'acheteurs** veut soutenir et encourager les patrons, isolés ou syndiqués, dans leurs désirs et dans leurs entreprises d'amélioration des conditions du travail.

La **Ligue sociale d'acheteurs** veut soutenir les ouvrières et les ouvriers, isolés ou syndiqués, dans toutes leurs revendications légitimes.

Nous ne voulons pas nous immiscer dans les syndicats patronaux ou dans les syndicats ouvriers, ni nous mêler de leurs affaires, pas plus que nous ne supporterions que sans mandat d'autres vinssent se mêler de nos propres affaires. Mais, à titre d'acheteurs des objets travaillés.

nous sommes un facteur essentiel de ce fait économique : la vente du travail. Nous avons le droit et le devoir de dire notre mot sur les conditions matérielles et morales de la production qui nous est destinée.

Acheteurs, nous sommes en définitive le principe et la fin de tous les faits économiques du travail. Par la mode, par ses exigences et ses variations, nous avons une preuve palpable du contre-coup impérieux de notre volonté sur la fabrication du travail. *Nous voulons créer une demande de travail exécuté dans des conditions morales et sociales.*

Nous ne voulons pas sortir de notre rôle d'acheteurs, mais nous voulons le préciser et nous efforcer de l'organiser.

Dans les limites de notre propre puissance économique et par cette fonction économique d'acheteurs et d'acheteuses, trop souvent remplie à l'aveugle et avec insouciance, nous voudrions, en une sphère très modeste et par le groupement de quelques bonnes volontés résolues, constituer une force qui devint un véritable agent de progrès matériel et moral.

Notre ambition, la voici : transformer une fonction purement économique en une fonction sociale.





TRACT N° 2

Juillet 1903

LIGUE SOCIALE D'ACHETEURS

Fondée à Paris le 27 décembre 1902

LÉGISLATION PROTECTRICE DU TRAVAIL DES FEMMES

Les membres de la Ligue Sociale d'Acheteurs prennent l'engagement de se préoccuper et de s'assurer, dans la mesure du possible, des conséquences pratiques de leurs commandes et de leurs achats. Ils veulent savoir quelles sont leurs responsabilités vis-à-vis du monde du travail.

Pour apprécier ces responsabilités et pour déterminer des améliorations, il importe avant tout de connaître quelles sont les lois les plus importantes qui régissent les conditions du travail.

M. M. Dufourmantelle, docteur en droit, professeur au Collège libre des Sciences sociales, a bien voulu rédiger pour la L. S. A., d'une manière pratique et condensée, un résumé de la législation qui protège le travail des femmes.

— 153 —

I. — Travail des Femmes dans l'Industrie.

(Lois du 2 novembre 1892, du 30 mars 1900 et une série de décrets ultérieurs).

Quelles sont les personnes protégées ? —

Ce sont les ouvrières du sexe féminin, enfants, jeunes filles ou femmes, sans distinction de nationalité.

Quels sont les travaux réglementés ? —

C'est le travail industriel exécuté dans les usines, manufactures, mines, minières et carrières, chantiers, ateliers et leurs dépendances. Restent en dehors de la protection légale : les magasins de commerce, les petites industries de l'alimentation (boucheries, charcuteries, boulangeries, pâtisseries, auberges, restaurants, hôtels), et les ateliers de famille où ne sont employés que les membres de la famille sous l'autorité du père, de la mère ou du tuteur. Sont au contraire soumis à la protection légale les ateliers de réparation, de confection ou de transformation dépendant d'un établissement de commerce. La protection légale s'étend d'ailleurs au travail industriel, qu'il soit exécuté dans des ateliers publics ou privés, laïques ou religieux, même lorsque les établissements ont un caractère d'enseignement professionnel ou de bienfaisance.

En quoi consiste la protection légale ? —

1°) *Age d'admission au travail* : 13 ans, et 12 ans

pour les enfants pourvus du certificat d'études primaires et produisant un certificat médical constatant leur aptitude physique au travail qui leur est demandé.

2°) *Durée du travail* : Le travail effectif ne doit pas durer plus de 10 h. 1/2 par jour (10 heures à partir du 1^{er} avril 1904) coupées par un ou plusieurs repos dont la durée totale ne peut être inférieure à une heure : les repos ont lieu à la même heure pour tout le personnel protégé. Des prolongations temporaires de la durée du travail peuvent être autorisées pour certaines industries (chapeaux, confections, fleurs, imprimerie, teinture, etc.).

3°) *Travail de nuit* : Le travail de nuit (compris entre 9 heures du soir et 5 heures du matin) est interdit en principe. — *Dérogations* : a) Les femmes majeures peuvent être employées dans les usines à feu continu (distilleries de betteraves, fabrique d'objets en fer et fonte émaillée, usines pour l'extraction des huiles, papeteries, usines métallurgiques, verreries, fabriques et raffineries de sucre), tous les jours de la semaine, la nuit, aux travaux indispensables, pourvu qu'elles aient au moins un jour de repos par semaine et que la durée du travail de nuit ne dépasse pas 10 heures de travail effectif coupées par des repos d'une durée totale de 2 heures au moins. — b) Les femmes majeures peuvent être employées la nuit au pliage des journaux, brochages des imprimés, allumage des lampes de mines, coulage et séchage de l'amidon de maïs, pourvu que leur travail

effectif n'excède pas 7 heures sur 24. — c) Dans certaines industries (confection et lingerie pour femmes et enfants, broderie et passementerie pour femmes et enfants, couture, pliage des rubans, fourrures, confection de chapeaux pour femmes et enfants), le travail peut temporairement être prolongé au-delà de l'heure légale sous certaines conditions, mais seulement pour les femmes et filles majeures de 18 ans, et pourvu que le travail ne dépasse pas 11 heures du soir, qu'il ne dure pas plus de 12 heures par jour et que cette prolongation ne s'échelonne pas sur plus de 60 jours par an. — d) Dans les confiseries, fabriques de conserves alimentaires, de gélatine, de colle, d'extraction des parfums de fleurs, le travail de nuit des enfants, filles et femmes, est autorisé, pourvu qu'il ne dépasse pas 10 heures par jour et ne s'échelonne pas sur plus de 30 à 90 jours par an. — e) L'interdiction du travail de nuit peut, dans toute industrie, être temporairement levée par l'inspecteur pour un délai déterminé, en cas de chômage résultant d'une interruption momentanée ou de force majeure.

4°) *Repos hebdomadaire* : Il est obligatoire un jour par semaine et aux jours de fête légale ; aux jours de repos, l'ouvrière ne peut être employée même au rangement de l'atelier. Des dérogations temporaires au principe peuvent être autorisées par les inspecteurs du travail pour certaines industries (voir ci-dessus § 2°).

5°) *Travaux souterrains* : Le travail souterrain dans les mines, minières et carrières, est radica-

lement interdit aux filles et aux femmes, sans distinction d'âge.

6° *Hygiène et sécurité du travail* : En dehors de diverses prescriptions applicables à tous les travailleurs industriels (art. 14, 15 et 16 de la loi de 1892), la loi de 1892 et les décrets édictent certaines règles concernant les femmes et les enfants des deux sexes. Exemples : défense de les employer au nettoyage ou à la réparation des machines en marche, d'employer des femmes à la confection d'écrits, affiches ou dessins tombant sous les lois pénales, d'employer des filles mineures à la confection d'écrits ou gravures de nature à blesser leur moralité, d'employer les filles mineures et les femmes dans les ateliers où se trouvent des machines actionnées à la main ou par un moteur mécanique, dont les parties dangereuses ne sont pas couvertes, ou de les employer en dehors de certaines conditions dans les établissements insalubres ou dangereux.

Interdiction de faire porter aux jeunes ouvrières au-dessous de 18 ans employées dans l'industrie — tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des manufactures, mines, ateliers et chantiers — des fardeaux d'un poids supérieur aux suivants :

Ouvrières au-dessous de 16 ans . . . 5 kilos.

Ouvrières de 16 à 18 ans . . . 10 —

Défense en outre de faire traîner ou pousser par les dites ouvrières — tant à l'intérieur des établissements industriels que sur la voie publique — des charges correspondant à des efforts plus grands que ceux ci-dessus indiqués.

Défense de faire prendre leur repas aux ouvriers dans les ateliers ni dans aucun local affecté au travail ; les patrons mettront à la disposition de leur personnel les moyens d'assurer la propreté individuelle, vestiaires avec lavabos, ainsi que l'eau de bonne qualité pour la boisson. Pendant les interruptions de travail pour les repas, les ateliers seront évacués et l'air en sera entièrement renouvelé.

(Voir notamment les décrets du 13 mars 1893, du 10 mars 1894 et du 3 mai 1900).

II. — Travail des Femmes dans les établissements de commerce.

(Loi du 29 décembre 1900).

Dispositions générales. — Les magasins, boutiques et autres locaux en dépendant, dans lesquels des marchandises et objets divers sont manutentionnés ou offerts au public par un personnel féminin, devront être, dans chaque salle, munis d'un nombre de sièges égal à celui des femmes qui y sont employées.

La jurisprudence applique, en principe, cette prescription légale aux étalages sur la voie publique.

Les chefs d'établissements, directeurs ou gérants des magasins, boutiques et autres locaux ci-dessus désignés, sont tenus de faire afficher, à des endroits apparents, ces dispositions ainsi que les noms et les adresses des inspecteurs et inspectrices du travail de la circonscription.

Pénalités. — Les contraventions sont constatées par les procès-verbaux des inspecteurs et inspectrices qui font foi jusqu'à preuve contraire.

Les contrevenants sont poursuivis devant le tribunal de simple police et passibles d'une amende de 5 à 15 francs. L'amende sera appliquée autant de fois qu'il y aura de contraventions.

En cas de récidive — (il y a récidive, lorsque dans les 12 mois antérieurs au fait poursuivi, le contrevenant a déjà subi une condamnation pour une contravention identique) — la poursuite a lieu devant le tribunal correctionnel et l'amende varie de 16 à 100 francs.

Dans ce cas, l'affichage du jugement peut être ordonné. Le tribunal peut également ordonner l'insertion du jugement aux frais du contrevenant dans un ou plusieurs journaux du département.

(Des pénalités identiques peuvent être appliquées pour infraction à la loi du 2 novembre 1892 modifiée par la loi du 30 mars 1900).



~~~~~  
*Le Tract n° 1 contient un exposé d'ensemble du Programme de la L. S. A. et un « Appel à tous les Acheleurs ». On peut le demander au Secrétariat, qui le distribue gratuitement, aussi que le présent tract n° 2.*



TRACT N° 3

Novembre 1904

LIGUE SOCIALE D'ACHETEURS

**POUR NOEL**

et le

**JOUR DE L'AN,**

période de presse et de surmenage  
pour tous les vendeurs et vendeuses.

**NE FAITES PAS**

vos achats le Samedi,  
APRÈS MIDI.

**NE FAITES PAS**

vos achats les autres  
jours de la semaine,  
APRÈS 5 HEURES DU SOIR.

**NE FAITES PAS**

vos emplettes du Jour de  
l'An AU DERNIER MOMENT,  
c'est-à-dire durant les  
deux dernières semaines  
de Décembre.

Il y avait en 1896 en France un personnel de 1,199,000 employés de commerce (802,000 hommes et 397,000 femmes). Depuis huit ans, le nombre des grands magasins et des bazars s'étant accru dans de notables proportions, le personnel des employés a considérablement augmenté, — et doit comprendre approximativement aujourd'hui un million d'hommes et un demi-million de femmes.

Quels sont les maux de cette vaste population masculine et féminine que nous coudoyons chaque jour, à laquelle nous demandons chaque jour de nous servir ? — Et comment pouvons-nous remédier à ces maux ?

Acheteurs, quels devoirs avons-nous vis-à-vis des vendeurs et des vendeuses ?

En premier lieu, l'acheteur doit se rendre compte des conditions de travail faites aux employés de commerce :

### **Le travail et la vie des employés.**

Les employés de commerce vivent au milieu de poussières malsaines, dans des locaux mal aérés et surpeuplés : « La plupart des grands magasins fournissent une morbidité et une mortalité effrayantes parmi leurs employés, à telle enseigne que ceux qui restent quelques années et échappent à la tuberculose sont presque l'exception ». Ces lignes du docteur Paul Berthod sont citées et confirmées par l'un des hommes qui

connaissent le mieux cette question économique. M. Hector Bezançon.

Soumis à un labeur sans trêve, les employés de commerce sont livrés au bon plaisir du patron qui peut leur imposer, sous prétexte d'exposition ou d'inventaire, des heures supplémentaires de travail non payées. Ainsi, à l'exception de quelques grands magasins de Paris bien connus, petits et grands commerçants exigent de leur personnel, en temps de presse, des journées de travail de 13 heures, 14 heures, 15 heures.

A ces maux déjà si graves viennent s'ajouter, pour les femmes, les maladies causées par la *station droite*, les maladies internes qui rendent jeunes femmes et jeunes filles infirmes pour leur vie.

Pour bien des employés de commerce, le repos hebdomadaire, le repos du dimanche n'existe pas. Ils ne connaissent ni la vie de famille, ni les distractions saines ; même le droit d'interrompre leur travail et de reprendre des forces un jour par semaine, même ce droit leur est contesté et refusé.

Enfin, comme l'écrivait récemment M. Max Turmann, en exposant le programme de la Ligue Sociale d'Acheteurs, « ce qui rend parfois excessivement pénible l'existence des employés, ce sont les exigences et les bizarreries de la clientèle :

« Voici, par exemple, une dame qui s'amuse à essayer nombre de chapeaux ou de manteaux, unique-

ment pour voir comment cela lui va, et qui part sans rien acheter ; songe-t-elle un seul instant, cette personne, qu'elle vient de faire perdre son temps — nous dirions presque de le voler — à une autre femme, dont le salaire sera proportionnel à la vente effectuée ?

« Voici un monsieur qui vient faire ses emplettes de Noël ou du premier de l'An : il n'aime pas attendre — ce en quoi, d'ailleurs, il ressemble au reste de l'humanité — il s'impatiente donc contre un employé qui ne lui paraît pas déployer toute l'activité désirable : celui-ci, sur ses jambes depuis le matin, est un peu las et son zèle se ralentit peut-être, son sourire est moins avenant et sa complaisance se ressent de la fatigue de toute une journée... Le client s'irrite et manifeste tout haut son mécontentement... Un inspecteur entend et retient l'observation. Deux ou trois remarques du même genre, — et il suffit de deux ou trois grinchus pour les faire — et c'est la mise à pied de l'employé.

« Dernier exemple. Nous faisons un achat, mais l'envoi de l'objet en question subit un retard. Au lieu d'adresser une simple réclamation, on se plaint violemment de la négligence de la maison. Devant ces récriminations, la direction fait une enquête, et elle apprend que le retard provient d'une erreur imputable à tel garçon livreur : dans l'avalanche des paquets, il a mis sur l'un l'adresse qui convenait à l'autre. Assurément il est fautif, le malheureux, mais il ne mérite vraiment pas la corde. Néanmoins, dans quelques maisons, pour deux ou trois fautes de ce genre — nous le savons de source certaine — on lui réglera son compte. Sans doute, on regrettera la sévérité de cette décision, mais on doit avant tout satisfaire la clientèle. Peu importe dès lors que celle-ci soit difficile, exigeante, bizarre : il faut qu'elle revienne. Au personnel de se plier à tous les caprices.

« En ces constatations, nous ne critiquons pas la méthode des grands magasins : ceux-ci en présence d'une concurrence acharnée, subissent une loi presque inéluctable.

« Mais nous déplorons la manière de faire d'une partie de la clientèle. Trop souvent, l'on achète avec cette conviction que, puisqu'on l'a paie, on n'a plus à s'inquiéter d'autre chose. »

### Quels sont les devoirs généraux des membres de la L. S. A. ?

En présence de cette situation, la Ligue Sociale d'Acheteurs n'est pas restée indifférente : persuadée que le client, que l'acheteur porte la responsabilité de ces injustices, persuadée aussi que l'effort de chacun de nous est nécessaire pour amener des améliorations et des réformes, elle a dès le début de son action, dès le tract n° 1, demandé à ses membres de prendre les résolutions suivantes :

1° Ne jamais faire une commande sans demander si elle ne risque pas d'entraîner le travail de la veillee ou le travail du dimanche.

2° Toujours éviter de faire ses commandes au dernier moment, surtout aux époques de presse.

3° Refuser toute livraison après 7 heures du soir ou le dimanche afin de ne pas être indirectement responsable d'une prolongation des heures de travail pour les livreurs, employés ou employées, apprentis ou apprenties.

Elle a signalé aux acheteuses quels services elles peuvent rendre en vue de l'application de la loi des sièges, par leurs observations réitérées auprès des chefs de rayons, par la réclamation faite aux magasins dont le personnel féminin a non seulement le droit mais l'obligation de s'asseoir.

**Quels sont nos devoirs particuliers  
lors des grandes époques de  
presse ?**

Au moment de Noël et du Jour de l'An, les recommandations de la L. S. A. doivent se faire plus précises encore. A cette époque de presse et de surmenage pour les vendeurs et les vendeuses, les acheteurs doivent diminuer la fatigue de l'employé en réduisant le plus possible leurs exigences et leurs caprices ; ils doivent, à l'occasion, supporter avec patience les erreurs ou les manques d'attention si naturelles de la part d'un employé surmené : ils doivent se garder de lui attirer par une réclamation hâtive et irréfléchie, une observation injuste, et de lui enlever peut-être son gagne-pain.

Que la sollicitude des membres de la L. S. A. s'étende à tous ceux qui travailleront pour eux durant les mois qui viennent : employés des grands magasins ou du petit commerce, ouvrières de l'aiguille, ouvriers et employés de l'alimentation, etc.

Que de soins devons-nous prendre pour que ces jours de fête ne soient pas pour d'autres hommes, pour d'autres femmes, pour des enfants qui se comptent par milliers, des jours d'épuisant labeur, des jours de souffrances et de tristesses !

Les membres de la L. S. A. savent combien les coups de téléphone adressés aux fournisseurs au dernier moment sont une cause de trouble et de presse pour le personnel ; ils savent quel est le

triste sort des marmitons-pâtisseries que nos joyeux réveillons ou nos diners de famille obligent à travailler durant toute la nuit de Noël.

Nous ne demandons pas à nos membres de renoncer à des coutumes traditionnelles ; nous leur demandons — quand il s'agit des pâtisseries, glacières, etc. — de faire leurs commandes deux ou trois jours à l'avance, afin de permettre aux patrons de régulariser, d'organiser le travail de leurs ouvriers ; nous leur demandons — quand il s'agit d'acheter les cadeaux de Noël et du Jour de l'An — de faire ces achats dès le commencement du mois de décembre et si possible dans la matinée.

Résumant notre prière instante en ce triple appel, nous leurs disons à tous :

**NE FAITES PAS**

vos achats le samedi *après-midi*.

**NE FAITES PAS**

vos achats les autres jours de la semaine *après 5 heures du soir*.

**NE FAITES PAS**

vos emplettes du Jour de l'An *au dernier moment*, c'est-à-dire durant les deux dernières semaines de décembre.





TRACT N° 4

Janvier 1905

LIGUE SOCIALE D'ACHETEURS

## CONTRE LE CHÔMAGE

Après le surmenage de fin d'année, vient la douloureuse morte-saison d'hiver : janvier et février.

Si les patronnes n'ont presque plus d'ouvrage en janvier et en février,

**C'EST NOTRE FAUTE.**

Si les patronnes renvoient en plein hiver bon nombre de leurs ouvrières,

**C'EST NOTRE FAUTE.**

Si ces ouvrières sans ouvrage souffrent de la faim et du froid,

**C'EST NOTRE FAUTE.**

Réservons nos réparations et quelques-unes de nos commandes pour les mois de janvier et de février.

— 167 —

## L'ouvrière de l'aiguille va chômer.

Jusqu'aux approches de Noël, les commandes de vêtements sont venues hâtives. Un mois avant les fêtes de Noël et du jour de l'an, les clientes imprévoyantes ont brusquement songé qu'il leur fallait une robe pour une soirée ou un dîner de famille. Et pour elles, tard dans la nuit, durant plusieurs jours, l'ouvrière de l'aiguille a veillé.

Après la presse du jour de l'an les commandes cessent, les ateliers se vident ; l'ouvrière de l'aiguille, anémiée, surmenée par deux mois de presse arrive à la saison des privations, à la morte-saison d'hiver.

Deux mois sans salaire ou avec un salaire réduit aux trois quarts. Il faut vivre pourtant. Loyer, chauffage, éclairage, nourriture, l'ouvrière de l'aiguille a toutes ces charges, et elle ne gagne plus rien. Alors elle se prive. L'équilibre de son pauvre budget ne s'obtient qu'à ce prix.

## Le budget de l'ouvrière.

Veut-on des chiffres ? Que l'on consulte : l'*Enquête sur le vêtement à Paris*, publication officielle de l'« Office du travail » ; *L'Ouvrière de l'aiguille à Paris*, par M. Ch. Benoist, ou bien encore *Salaires et misères de femmes*, par le comte d'Haussonville, on verra quel est, à Paris, le budget d'une habile ouvrière et celui d'une « petite main ». La première gagne en moyenne 4 francs par jour, dimanche et jours de fêtes non compris, soit 100 francs par mois en moyenne, pendant huit mois de travail = 800 francs.

Si nous mettons en regard ses dépenses :

|                                     |                   |
|-------------------------------------|-------------------|
| Nourriture .....                    | 60 <sup>f</sup> » |
| Chambre.....                        | 9 »               |
| Blanchissage, frais de toilette.... | 12 »              |

l'on arrive à une dépense mensuelle de 81 francs et à une dépense annuelle de 972 francs. L'ouvrière qui a dressé ce budget, « ouvrière stoïque » nous dit M. d'Haussonville, termine son année avec 172 francs de dette... et davantage, si aux dépenses prévues sont venues s'ajouter les dépenses imprévues et parfois obligatoires : le médecin et le pharmacien.

La petite main, enquêtée par M. Ch. Benoist, gagnait 1 fr. 25, et voici son budget annuel :

|                                |                    |
|--------------------------------|--------------------|
| Loyer.....                     | 100 <sup>f</sup> » |
| Une robe.....                  | 5 »                |
| Un fichu.....                  | 2 »                |
| Deux paires de bas.....        | 1 30               |
| Deux paires de chaussures..... | 8 »                |
| Deux chemises.....             | 2 50               |
| Une camisole.....              | 1 25               |
| Deux mouchoirs.....            | 0 80               |
| — serviettes.....              | 0 80               |
| Eclairage.....                 | 4 »                |

Total du budget, moins la nourriture : 125<sup>f</sup> 65

Nourriture = 0 fr. 65 par jour, ainsi répartis :

|                             |                         |
|-----------------------------|-------------------------|
| Le matin, lait.....         | 0 <sup>f</sup> 05       |
| Pain (pour la journée)..... | 0 20                    |
| A midi, boudin.....         | 0 10                    |
| Pommes de terre frites..... | 0 05                    |
| Fromage.....                | 0 10                    |
| Le soir, une saucisse.....  | 0 10                    |
| Pommes de terre.....        | 0 05                    |
|                             | <hr/> 0 <sup>f</sup> 65 |

A vingt sous près, le salaire de la pauvre fille fait exactement face à ses dépenses. « Et son budget est en équilibre. Mais vienne l'hiver, c'est le froid ; le chômage, c'est la faim ; la maladie, c'est la mort ».

### Les privations de l'ouvrière en morte-saison.

L'ouvrière à l'aiguille ne peut épargner. A moins d'avoir une famille qui subviene à ses besoins, elle est obligée pendant les chômages, — en moyenne dans l'année 120 jours de chômage contre 190 jours de travail ! — elle est obligée, durant deux mois d'hiver et deux mois d'été, de se priver des choses les plus nécessaires à la vie pour arriver à vivre !

Lisez cette page de M. d'Haussonville :

(P. 94) : « Le premier sacrifice que fait l'ouvrière est celui de son petit déjeuner du matin... Il est dur pour un estomac de vingt ans de rester jusqu'à midi sans manger. Il paraît cependant qu'on s'y fait. Le moment qui devient pénible, c'est quand il faut se restreindre sur le repas de midi. L'ouvrière déjeune avec deux sous de pain et des pommes de terre ou des haricots. Aux pommes de terre et aux haricots, il faut même parfois renoncer si la morte-saison se prolonge. Le déjeuner de midi finit par ne plus se composer que de pain. Pour un repas pareil, ce n'est pas la peine d'entrer chez le traiteur où tout le monde verrait votre misère. On croque ses deux sous de pain sur un banc. »

Lisez encore ces lignes écrites par une admi-

nable patronne de la *Liste Blanche* : « Il y a des misères navrantes. Une ouvrière que j'avais engagée est arrivée chez moi tombant d'inanition : il y avait deux jours qu'elle n'avait rien mangé ; elle a 17 ans. Une autre du même âge se privait de diner pour avoir quelques sous de plus à donner à sa famille. »

Souffrances de la faim, souffrances du froid, nul ne les connaît dans toute leur dureté, car l'ouvrière parisienne est fière et ne se plaint jamais. Il est temps que notre ignorance cesse. Chaque année, l'anémie et la tuberculose font des ravages parmi cette jeune population ouvrière. Il est temps que la cause de tant de maladies soit connue. Or, disons-le hardiment : c'est le travail prolongé, ce sont les rentrées tardives des périodes de presse, suivis du manque de nourriture et de la misère de la morte-saison, qui brisent, en peu d'années, ces organismes frêles. Et de ces veilles, et de ces privations, et de cette « marche à la mort », qui donc est responsable, sinon le client !

#### Les remèdes.

Clients, nous n'avons pas à nous occuper ici des remèdes qui peuvent venir des ouvrières elles-mêmes ou des patronnes : mutualités, caisses de chômage, meilleure organisation des ateliers et système de roulement qui permette de répartir l'ouvrage rare entre les ouvrières en assurant à toutes une demi-journée. Clients, occupons-nous du seul remède qui soit entre nos mains : la diminution de la morte-saison.

Le chômage est créé par nous : est-il donc si difficile de réagir contre des habitudes prises et de réduire peu à peu ce temps de misère que notre insouciance ou notre caprice prolongent cruellement ?

Nous attirons l'attention de tous nos membres sur la question du chômage d'hiver et sur nos responsabilités vis-à-vis de l'ouvrière qui chôme. Et nous leur suggérons un petit nombre de résolutions qui leur permettront d'atténuer, dans une large mesure, un mal dont ils sont les créateurs et les complices.

Au mois de Janvier, confiez à votre couturière les **RÉPARATIONS** de vêtements, les **REMISES A NEUF**, les « **RETAPAGES** ».

Au mois de Février, les **NOUVEAUTÉS D'ÉTÉ** sont connues. Habituez-vous à commander dès le mois de Février vos **COSTUMES DE PRINTEMPS**.

#### Les conseils immédiatement pratiques.

Tel est le principe général. Pour en faciliter l'application pratique et immédiate, la L. S. A. s'efforce, comme toujours, d'entraîner ses adhérents à traduire leurs bonnes intentions sociales par quelques actes faciles et efficaces.

Elle leur signale d'une manière générale les **Ateliers de chômage** destinés à procurer aux ouvrières de la couture qui sont sans ouvrage des travaux supplémentaires : ce sont là d'excellentes institutions d'assistance par le travail. Notons spécialement l'**Atelier de chômage**

organisé par le Syndicat de l'Aiguille; cet atelier procure à 300 ouvrières environ par saison d'hiver des ouvrages qui leur sont payés à raison de 0<sup>e</sup> 20 à 0<sup>e</sup> 35 l'heure; ce n'est pas beaucoup, mais c'est déjà tant pour des ouvrières qui sans cela n'auraient rien! En tout cas les femmes énergiques qui ont fondé cet atelier ont fait plus que leur devoir. A nous de faire une petite partie du nôtre en allant visiter l'exposition des objets fabriqués par l'**Atelier de chômage** chez l'une des patronnes de notre *Liste Blanche*, M<sup>lle</sup> CUSSONNIER, 370, rue Saint-Honoré.

De plus, certains fournisseurs de la *Liste Blanche*, désireux comme nous d'attirer fortement l'attention des clients sur la douloureuse situation des ouvrières en chômage, ont consenti pour les membres de la L. S. A., et pour ces membres seuls, des conditions exceptionnelles, et d'ailleurs momentanées, c'est-à-dire rigoureusement limitées à la principale période du chômage d'hiver (du 1<sup>er</sup> janvier au 1<sup>er</sup> mars).

A tous les membres de la L. S. A., qui se présenteront au nom de la Ligue, — et pour les vêtements féminins seulement, — du 1<sup>er</sup> janvier au 1<sup>er</sup> mars, les maisons de couture suivantes :

Maison VIGNON, 182, rue de Rivoli, 1<sup>er</sup> ;

M<sup>lle</sup> BOUTRY, 12, rue Pasquier, VII<sup>e</sup> ;

M<sup>me</sup> DALTROPE, 10, rue des Martyrs, IX<sup>e</sup> ;

M<sup>me</sup> C. LEFRANC, 5, rue Saulnier, IX<sup>e</sup> ;

M. OLSEN, tailleur p<sup>r</sup> dames, 3, rue Lécuse, XVII<sup>e</sup> ;

ACCORDERONT UNE RÉDUCTION DE 20 o/o  
SUR LES PRIX ORDINAIRES.



TRACT N° 5

Mai 1906

LIGUE SOCIALE D'ACHETEURS

PARIS, 28, Rue Serpente

## SI VOUS AVEZ SOUCI DE L'HYGIÈNE,

Ne vous commandez pas une  
robe tailleur.

N'achetez aucun vêtement.  
SANS DEMANDER OU ET PAR QUI ILS  
ONT ÉTÉ CONFECTIONNÉS.

Demandez à visiter les ate-  
liers de retouche.

Demandez à voir les ateliers  
à domicile :

CE SONT DES FABRIQUES DE TUBERCU-  
LOSE ET DE MISÈRE.

La clientèle est en droit d'exiger que  
tous les tailleurs pour hommes et  
pour dames suivent l'exemple des  
couturières et installent des ateliers  
de confection chez eux.

NOUS VOULONS VOIR ET SAVOIR OU NOS  
VÊTEMENTS SONT CONFECTIONNÉS.

Acheter des vêtements dont on ne connaît ni le l'exploitation des ouvriers et des ouvrières à do- la diphtérie, la scarlatine et les rapporter chez

**Les plus grandes maisons de Tail- leurs pour hommes et pour dames.**

possèdent non pas un atelier de confection dépendant de leurs magasins, mais seulement un petit atelier de retouche où les robes, manteaux, etc., sont coupés et rectifiés. Tous les vêtements sont cousus par des ouvriers travaillant à domicile.

**En passant dans l'avenue de l'Opéra, dans la rue Auber, etc.,**

observez les impostes qui s'ouvrent au ras des trottoirs, au-dessous des boutiques des tailleurs. Là se trouve l'atelier de retouche, dans un local exigu, voisin des caves, éclairé au gaz depuis le matin. Le renouvellement de l'air y est impossible; les poussières soulevées par les passants s'engouffrent dans les impostes qui servent de fenêtres à l'atelier. Ces poussières, les plus malsaines, les plus malpropres, n'ont aucune chance d'en être expulsées; elles sont aspirées par les ouvriers et s'attachent aux vêtements du client.

**Ces ateliers de retouche constituent un réel danger pour la clientèle.**

prix de façon ni l'origine, c'est toujours favoriser micile : c'est parfois même acheter la tuberculeuse, soi.

**Encore plus déplorable est l'hygiène des ateliers à domicile.**

où vos vêtements sont confectionnés. Tristes logis qui servent de cuisine, de chambre à coucher, d'atelier à toute une famille ouvrière. Obscurs taudis où de pauvres tuberculeux imprègnent de leur sueur et de leur haleine les riches vêtements qu'ils cousent, où les robes, avant de vous être essayées et envoyées, reposent sur le lit de l'enfant atteint de scarlatine ou de diphtérie.

**La question de l'Hygiène de l'Ache- teur est liée à la question de l'Hygiène des Travailleurs.**

Assez longtemps la clientèle a été dupe des séduisantes vitrines et des élégants salons d'essayage; assez longtemps elle s'est trouvée la complice ignorante et insouciant d'une exploitation homicide et la dupe des patrons, « dispensateurs » de tuberculeuse. Aujourd'hui nous demandons que les tailleurs pour dames et pour hommes aient, à l'instar de nos plus modestes couturières, des ateliers de confection chez eux, installés à leurs frais.

**Nous voulons savoir et voir où nos vêtements sont confectionnés.**

*La Ligue Sociale d'Acheteurs de Paris s'engage à signaler au public et aux Ligues d'Acheteurs américaines, suisses, hollandaises et italiennes, le nom et l'adresse des tailleurs pour hommes et pour dames qui font travailler leurs ouvriers ou leurs ouvrières dans des ateliers hygiéniques et ouverts à la clientèle.*

#### TAILLEURS POUR DAMES

M. NOËL, 91, rue des Petits-Champs, 1<sup>er</sup>.  
M. FOLTIER, 158, boulevard Pèreire, XVII<sup>e</sup>.  
M. OLSEN, 3, rue Lécluse, XVII<sup>e</sup>.  
M. TAMBUTÉ, 27, rue Mazarine, VI<sup>e</sup>.

#### ATELIERS DE COUTURE

M<sup>me</sup> BLANCHE LEBOUVIER, 3, r. Boudreau, IX<sup>e</sup>.  
M<sup>son</sup> LELONG, 18, place de la Madeleine, VIII<sup>e</sup>.  
M<sup>son</sup> VIGNON, 182, rue de Rivoli, 1<sup>er</sup>.  
M<sup>mes</sup> J. ADAM et BOUHOURS, 32, avenue Carnot, XVII<sup>e</sup>.  
M<sup>me</sup> AUGÉ, 15, avenue du Trocadéro, XVI<sup>e</sup>.  
M<sup>me</sup> L. BARRÉ, 24, rue de Babylone, VII<sup>e</sup>.  
M<sup>me</sup> BAUDRY, 8, rue de la Fidélité, X<sup>e</sup>.  
M<sup>lle</sup> BONVALLET, 33, Chaussée d'Antin, IX<sup>e</sup>.  
M<sup>lle</sup> BOUTRY, 12, rue Pasquier, VIII<sup>e</sup>.  
M<sup>lle</sup> CUSSONNIER, 370, rue Saint-Honoré, 1<sup>er</sup>.  
M<sup>me</sup> DALTROPHE, 10, rue des Martyrs, IX<sup>e</sup>.  
M<sup>me</sup> C. LEFRANC, 5, rue Saulnier, IX<sup>e</sup>.  
M<sup>me</sup> RAVEAU, 11<sup>bis</sup>, rue Montaigne, VIII<sup>e</sup>.  
M<sup>me</sup> TAMBUTÉ, 27, rue Mazarine, VI<sup>e</sup>.

TRACT N° 6

Juillet 1906

#### LIGUE SOCIALE D'ACHETEURS PARIS, 28, Rue Serpente

### La Réclame internationale

Les Ligues de consommateurs ou Ligues sociales d'acheteurs des Etats-Unis, fondées en 1890, font une réclame large et gratuite aux magasins et fabriques où les conditions du travail ont été reconnues bonnes, où les employés et ouvriers des deux sexes sont traités avec justice. Les Ligues sont au nombre de 63 et elles existent dans 20 Etats différents.

Les Ligues sociales d'acheteurs Américaines, la Ligue de Paris, la Ligue de Suisse, la Ligue de Lombardie, sont en relations étroites et font aux fournisseurs, par leurs Listes Blanches, une réclame gratuite et internationale.

A la 7<sup>e</sup> Assemblée générale des Ligues de consommateurs aux Etats-Unis (New-York, mars 1905), un rapport a été fait par M. Francis Mc. Lean, président du Comité international des Ligues, dont le siège social est à Chicago, sur les relations qui doivent exister entre les Ligues des divers pays.

Nous attirons l'attention de nos adhérents et des Maisons de notre Liste Blanche parisienne sur ces pages **imprimées à New-York**, et qui font ressortir l'importance de la réclame internationale : réclame faite aux maisons de couture de Paris qui, soutenues par un groupe de clientes, ont aboli chez elles le mal terrible de la veillée.

TRADUCTION D'UNE PARTIE DU RAPPORT  
de M. Francis Mc. LEAN

« ..... A l'heure actuelle il n'existe pas une Ligue d'acheteurs plus intelligente et plus enthousiaste que la Ligue de Paris. Ses enquêtes et ses publications sont nombreuses. Elle est en relation avec les organisations ouvrières et elle est affiliée à l'Association internationale pour la protection légale des Travailleurs. Elle a publié des Listes Blanches et elle est au courant des conditions du travail dans les magasins, grands ou petits, qui sont fréquentés à Paris par les étrangers.

« Si des femmes françaises venaient aujourd'hui à New-York, nous pouvons assurer que la Ligue de New-York aurait à leur fournir des indications concernant les magasins où elles doivent faire leurs achats. De même les femmes américaines, que l'été amène en foule à Paris, ont l'obligation morale de se mettre en relation avec la Ligue de Paris : le président du Comité international recommande à toutes les Ligues d'Amérique d'en aviser leurs membres et leurs

amis. Il serait ridicule de vouloir sauvegarder les intérêts des femmes et des enfants dans son propre pays et d'oublier ce devoir quand on fait ses achats dans une ville étrangère possédant une Ligue d'acheteurs et donnant des renseignements sur ses magasins.

« Rendez vous compte à quel point l'action se trouvera fortifiée quand on saura que les Américaines s'adressent au Secrétariat de la Ligue de Paris pour savoir chez quelle couturière et dans quels magasins elles doivent aller de préférence.

« Nous insistons donc pour que la résolution que nous nous permettons de suggérer soit adoptée. Rien ne pourrait me faire un plaisir plus grand que d'annoncer à la Ligue de Paris que cette résolution a été prise par toutes nos Ligues américaines.

« Le nombre des Ligueurs américains qui traversent l'Océan est considérable et il est possible à ceux-ci de faire de la propagande parmi leurs compagnons de route.

« Encore une fois c'est un simple devoir pour les Américaines qui font tant d'achats à Paris de se mettre en relation avec la Ligue de Paris.

*Nous émettons donc le vœu :*

- 1° *Que toutes les Ligues de consommateurs d'Amérique fassent savoir à ceux de leurs membres qui doivent aller en Europe qu'il existe, à Paris, une Ligue d'acheteurs et qu'elles les prient instamment d'aller au Secrétariat de cette Ligue.*
- 2° *Que tous les membres dont les amis font des*

projets de voyage en France fassent de la propagande, pour la Ligue de Paris, parmi ces amis.

3° Que tous les membres en voyage qui sont prêts à consacrer une brève partie de leur temps à la propagande dans les pays étrangers, en collaboration avec le Comité international, se mettent en correspondance avec le Président de ce Comité ; et qu'une circulaire formulant ces requêtes et donnant l'adresse de la Ligue sociale d'acheteurs de Paris et celle du Président du Comité international soit envoyée à toutes les Ligues.

Que tout américain faisant des achats à Paris s'adresse au secrétariat de la Ligue sociale d'acheteurs et demande à celle-ci de faire une enquête sur les couturiers, couturières, modistes, corsetières avec lesquels elle se trouve en rapport : la Ligue de Paris se charge de faire les enquêtes qui lui sont ainsi demandées.

FRANCIS MC. LEAN,

Président du Comité international  
des Ligues de Consommateurs.

Le Secrétariat de la Ligue de Paris est situé à l'Hôtel des Sociétés savantes, 28, rue Serpente. Envoyer toute la correspondance à cette adresse, soit au nom de M<sup>me</sup> Jean Brunhes, secrétaire générale, soit au nom de M. J. Bergeron, secrétaire adjoint.

La Ligue de Paris publie des *Listes Blanches*, des tracts de propagande analogues à celui-ci, et en outre un *Bulletin* périodique. Tout membre de la Ligue (cotisation : 5 francs par an) reçoit toutes les publications, y compris le *Bulletin*.



TRACT N° 7

Août 1906

LIGUE SOCIALE D'ACHETEURS

PARIS, 28, Rue Serpente

**NE LOUEZ PAS UN APPARTEMENT.**

**Sans avoir visité les CHAMBRES DE DOMESTIQUES,**

**Sans avoir vérifié l'orientation de la CUISINE,**

**Sans avoir examiné la LOGE DU CONCIERGE.**

Les chambres de domestiques, les cuisines et les loges de concierge, mal disposées, mal entretenues, négligées de tous — propriétaires d'abord et locataires ensuite — se vengent de cette négligence criminelle en devenant des

**FOYERS DE TUBERCULOSE,**

**qui menacent tous les habitants de la maison.**

*On sait quelle est la compétence spéciale de M. Paul Juillerat pour tout ce qui concerne les conditions hygiéniques de l'habitation ; M. Paul Juillerat dirige lui-même, à la Préfecture de la Seine, le Bureau et le Service de l'assainissement de l'habitation et du Casier sanitaire des Maisons de Paris, La L. S. A. est heureuse de devoir à sa très précieuse collaboration et à celle de M<sup>me</sup> Paul Juillerat, inspectrice du travail, la rédaction du présent tract.*

### **Chambres de domestiques.**

La domestique, jeune fille des champs, transplantée dans la grande ville, a terminé son travail quotidien ; elle monte à sa chambre située au dernier étage de la maison : va t-elle pouvoir y goûter un repos réparateur ? Dans les neuf dixièmes des cas, on peut hardiment répondre : non. La chambre, mansardée, insuffisamment protégée contre les variations de la température extérieure par un lattis cloué sur les chevrons du toit, éclairée et aérée par une lucarne à tabatière, sans cheminée, de dimensions si exiguës qu'on peut à peine y placer un lit de sangle, une table et une chaise, glaciale en hiver, torride en été, pourrait tout au plus servir de débarras, et est tout à fait impropre à l'habitation humaine. Dans ce milieu délétère, la bonne achève de s'anémier. Mais, en même temps, la promiscuité dans laquelle elle est obligée de vivre avec les autres domestiques de la maison, souvent peu recommandables, ne tarde pas à altérer non moins gravement sa santé morale. La contagion de l'exemple est aussi redoutable que la contagion de la maladie ; et M. le Dr Félix Regnault a démontré que les domestiques des grandes villes fournissaient plus de 40 % des prostituées. Nous savons tous déjà qu'elles sont une proie toute désignée pour la tuberculose.

**Croyez-vous que le maître n'ait pas encouru, dans bien des cas, une grave responsabilité ?**

### **Cuisines.**

Voyons d'autre part le local où notre insouciance condamne des êtres humains à travailler 14 ou 15 heures par jour, c'est-à-dire la cuisine.

Dans un très grand nombre d'appartements, la cuisine est reléguée au bout d'un couloir sombre, sur une courette étroite, sans air et sans lumière. En plein midi, il y fait noir, et jamais, à aucune époque de l'année, n'y pénètre le moindre rayon de soleil. Le fourneau, les becs de gaz, y déversent sans cesse des quantités importantes d'oxyde de carbone, tandis que la boîte à ordures, la pierre d'évier, le garde-manger y répandent librement les effluves putrides de tous les résidus solides et liquides du ménage.

Mais le vice capital de la plupart des cuisines, celui que nous devons redouter plus que tous les autres, c'est l'absence de la lumière solaire, le plus puissant, le plus infaillible destructeur des microbes. Toute cuisine obscure, quand elle a été occupée par un tuberculeux, devient un redoutable foyer de contagion pour l'appartement tout entier. Toute domestique qui y séjourne est presque fatalement condamnée à contracter le terrible mal, qu'elle colporte dans toutes les pièces où l'appelle son service et qu'elle emmagine enfin dans sa mansarde. La cuisine ensoleillée, au contraire, ne peut jamais devenir un foyer de tuberculose. Les bacilles qu'y répand une domestique tuberculeuse sont détruits par les rayons solaires au fur et à mesure de leur production. La santé générale des domestiques

est en outre sauvegardée, dans la mesure du possible, dans une cuisine aérée et ensoleillée ; l'anémie qui fait de l'organisme le plus admirable terrain de culture pour tous les microbes dangereux ne saurait les y atteindre.

Dans 250 maisons ravagées par la tuberculose, l'enquête ouverte à Paris a fait découvrir plus de 4,300 chambres sans jour ni air, dont le cinquième était des cuisines.

#### Loges de concierges.

Dans maintes maisons de bonne apparence, la loge du concierge est située au fond du vestibule, éclairées !!! par une porte vitrée donnant sur ce vestibule et plusieurs heures par jour le gaz doit y être allumé. Et nous ne parlons pas ici des maisons sordides où la loge est un trou infect dont on ne voudrait pas pour abriter un animal et où pourtant végètent, s'étiolent et meurent des êtres humains. Dans ces dernières en effet, les locataires ne sont pas mieux traités ; elles sont misérables du haut en bas, un seul remède existe : la démolition. Mais nous voulons parler de maisons comportant des appartements souvent luxueux, qui rapportent à leurs propriétaires des sommes élevées, qui justifieraient un plus noble souci de préserver la vie humaine.

Le concierge et sa famille y sont pourtant considérés comme quantités négligeables. Tout au plus, dans certaines maisons de luxe consent-on à distraire de la location, dans un but décoratif, une pièce qui est la loge de jour, en reléguant dans un réduit caché, obscur et voisinant avec des W.-C. souvent infects, le logement de nuit du concierge et des siens.

Aussi les concierges, comme les domestiques, payent-ils dans les grandes villes, un lourd tribut à la tuberculose.

**Le locataire est puni de son insouciance. Sa vie et celle des membres de sa famille sont menacées.**

Que nous importent les ravages causés par la tuberculose parmi les domestiques et les concierges ? En quoi leur logement pourrait-il intéresser notre santé et celle de notre famille ? se demanderont sans doute beaucoup de gens qui ne raisonnent pas. « Ce que nous recherchons dans une maison, ajouteront-ils, c'est qu'elle soit située dans un quartier qui nous convienne. Ce que nous exigeons d'un appartement, c'est qu'il soit commode, que le salon, la salle à manger nous permettent de recevoir nos amis, que nos chambres à coucher soient convenables. Ces conditions réunies nous suffisent et nous mettent à l'abri de tout danger. » Bonnes gens, braves égoïstes, réfléchissez donc un peu ! La tuberculose, la peste contemporaine, se transmet par un microbe qui est *partout*. Tout organisme anémique, dans lequel il pénètre d'une façon continue, devient un terrain de culture exceptionnellement favorable. La lumière solaire le détruit, et c'est même son plus redoutable et son plus sûr adversaire. Ne comprenez-vous donc pas qu'en habitant une maison dont la loge est obscure et sans air, un appartement dont la cuisine est étroite et sombre, en logeant vos domestiques dans des mansardes mortelles, c'est votre vie, celle de vos enfants, que vous exposez aux pires dangers ? Si la tuberculose règne dans la loge, tout visiteur qui y pénètre, tout paquet qui y séjourne à

votre adresse, sert de véhicule pour transporter sans cesse dans votre appartement des collections continuellement renouvelées de dangereux bacilles. Si un des vôtres anémié par une cause quelconque, se trouve en état de moindre résistance, le bacille meurtrier, pénétrant par doses successives et d'une façon certaine dans son organisme, avec l'air qu'il respire, avec les aliments qu'il absorbe, finira par s'y établir, trouvera le défaut de la cuirasse et vous aurez sur la conscience la mort d'un être que vous aimiez.

La loge, la mansarde, la cuisine, quand elles sont sans air et surtout sans soleil, marquent le plus souvent les trois étapes que parcourt la tuberculose pour arriver jusqu'aux heureux de ce monde et leur démontrer que la solidarité humaine n'est pas un vain mot.

Protéger la santé et la vie de ceux qui nous servent, les mettre, dans la mesure du possible, à l'abri des causes de destruction évitables, c'est nous protéger nous-mêmes. L'humanité se trouve ainsi d'accord avec l'utilité.

Un logis clair et ensoleillé ne peut jamais devenir un foyer de tuberculose. Il peut être souillé par les crachats d'un phtisique, il ne conservera pas de bacilles virulents. Voilà le principe fondamental qu'il ne faut jamais perdre de vue. Un logis sombre, sans air et sans soleil, compromet la santé de ceux qui l'habitent, et une fois souillé par un tuberculeux, devient un foyer permanent et redoutable de tuberculose.



## LES MAISONS QUI TUENT

A Paris, la tuberculose est localisée dans 5,000 maisons, qui, à elles seules, comptent, depuis douze ans, plus de 38 0/0 du nombre des décès. Toutes ces maisons contiennent des logis sombres, sans air et sans soleil ; leur état général n'est pas plus mauvais que la moyenne des autres maisons ; seule l'obscurité des logements en a fait « des maisons qui tuent ».

### REMEDES. — RÉFORMES A POURSUIVRE

Que faire ? Ce que fait la Ligue sociale d'Acheteurs. Inviter les gens à ne louer un appartement que dans des maisons remplissant, avant tout les conditions suivantes :

1° Posséder une loge claire, ensoleillée, vaste et saine ;

2° Avoir des cuisines vastes, bien ventilées et recevant les rayons solaires directs au moins quelques heures chaque jour ;

3° Des chambres de domestiques grandes, ensoleillées quelques heures chaque jour ; éclairées par une fenêtre verticale ; munies d'une cheminée et présentant des parois assez épaisses pour les protéger efficacement contre les variations de la température extérieure.

Certes, il serait infiniment préférable que les chambres de domestiques fussent situées au même étage que l'appartement, et sinon dans l'appartement même, au moins à proximité. Les effets moraux de cette réforme seraient des plus bienfaisants. Mais il ne faut pas trop demander à la fois. Une réforme de cette envergure doit être commandée par les mœurs et il faut du temps pour modifier les mœurs.

En attendant, aux trois indications que nous avons données plus haut et qui résument les résolutions adoptées par la Ligue, joignons une dernière recommandation essentielle :

« Ne jamais entrer dans un nouvel appartement sans l'avoir fait au préalable désinfecter. Veiller tout particulièrement à ce que cette opération soit faite dans la cuisine et dans les chambres de domestiques. Renouveler la désinfection de la cuisine et de la chambre de bonne, chaque fois qu'une domestique est remplacée par une autre. »

Enfin, il faut agir sur l'opinion publique, sur les architectes, les syndicats d'architectes, les entrepreneurs et les propriétaires, pour que, dans les maisons neuves, les loges, les cuisines, les chambres de domestiques soient construites d'après les principes exposés plus haut.

La Ligue sociale ne peut que répéter encore une fois et engager ses adhérents à répéter autour d'eux :

#### NE LOUEZ PAS UN APPARTEMENT

sans avoir visité les chambres de domestiques ;  
sans avoir vérifié l'orientation de la cuisine ;  
sans avoir examiné la loge du concierge.

Le Secrétariat de la L. S. A. de Paris est situé à l'Hôtel des Sociétés savantes, 28, rue Serpente. Envoyer toute la correspondance à cette adresse, soit au nom de M<sup>me</sup> Jean Brunhes, secrétaire générale, soit au nom de M. J. Bergeron, secrétaire adjoint.

La Ligue publie des Listes Blanches, des tracts de propagande analogues à celui-ci, et en outre un Bulletin périodique. Tout membre de la Ligue (cotisation : 5 francs par an) reçoit toutes les publications, y compris le Bulletin.



## TABLE DES MATIÈRES

des deux premières années du Bulletin.

### ANNÉE 1905

#### 1<sup>er</sup> Trimestre.

2. Nos publications. . . . . LE COMITÉ DIRECTEUR.
4. A ceux qui s'intéressent à la L. S. A. sans y avoir encore adhéré.
5. La Ligue Sociale d'Acheteurs et les Maisons de la Liste Blanche. . . . . B<sup>re</sup> GEORGES BRINCARD.
12. Les Blanchisseuses. — Début d'enquête. . . . . M<sup>me</sup> J. LEROLLE, G. PROT et G. FAGNIEZ.
22. L'enquête générale des membres de la L. S. A. sur les Blanchisseries. — Spécimens d'enquêtes. . . . . M<sup>me</sup> H. TAINE, G. PROT et J. LEROLLE, DUBON.
38. NOTES ET NOUVELLES : Conseils aux Américaines de passage à Paris. — Enquêtes et cours d'enquêtes. — La L. S. A. et la Ligue de la Moralité publique. Statuts de la L. S. A. Conseil, Comité Directeur et Comité de perfectionnement. Nos Réunions mensuelles. — Nos Réclamations sociales.

#### 2<sup>e</sup> Trimestre.

50. Coopératives et Ligues Sociales d'Acheteurs. . . . . M<sup>me</sup> JEAN BRUNHES.
63. Enquêtes de la L. S. A. — Le Travail à domicile pour les mères de familles. Tableau comparatif des prix de façon de huit œuvres d'assistance par le Travail de Paris. . . . . B<sup>re</sup> GEORGES BRINCARD, M. J. BERGERON.
72. Les revendications des ouvriers coiffeurs.
80. NOTES ET NOUVELLES : « La Question du Sixième ». Les Ateliers de couture établis dans les sous-sols. (P. TAMBETÉ.) Correspondance de la L. S. A. avec la Maison Félix Potin. La Ligue Sociale d'Acheteurs au Congrès de Bâle pour la Protection internationale des Travailleurs. Mouvement en faveur des Ligues d'Acheteurs en Italie. La campagne en faveur du Repos hebdomadaire.

### 3<sup>e</sup> Trimestre.

98. Consommateurs et Producteurs . . . . . M. EMMANUEL RIVIÈRE.  
 108. La L. S. A. et la question du sixième étage. . . . . M<sup>me</sup> R. E. CHALAMET.  
 114. Réponse à une objection . . . . . M<sup>me</sup> JEAN BRUNDES.  
 116. Les Enquêtes de la L. S. A. — Enquêtes à Alexandrie (Égypte). . . . . M<sup>me</sup> D. TSYKALAS.  
 124. NOTES ET NOUVELLES : Les responsabilités des donneurs de travail et le rôle des Lignes d'Acheteurs (M. l'abbé LEMIRE, député du Nord).  
 La Conférence officielle internationale de Berne pour la protection légale des travailleurs.  
 Le mouvement des Lignes d'Acheteurs en province.  
 La L. S. A. au Congrès de Bordeaux contre la licence des rues.  
 Les Groupes d'études organisés par la L. S. A.  
 Aux fournisseurs de la Ligue Sociale d'Acheteurs.

### 4<sup>e</sup> Trimestre.

145. Les Préliminaires d'une Ligue Suisse d'Acheteurs et l'Enquête sur les fabriques de chocolat . . . . . M. JEAN BRUNDES.  
 163. Le prix des « Bonnes occasions » . . . . . B<sup>re</sup> GEORGES BRINGARD.  
 176. Les Lignes d'Acheteurs présentées au Congrès international de Berlin (Juin 1904), par la Présidente de la Ligue de New-York . . . . . M<sup>me</sup> MAUD-NATHAN.  
 186. NOTES ET NOUVELLES : La Correspondance de la Ligue Sociale d'Acheteurs avec la Maison du Gagne-Petit.  
 Hygiène physique et sociale dans les blanchisseries : les dangers de la manipulation du linge sale.  
 Plancher hors texte reproduisant les quatre premières cartes postales éditées par la L. S. A.

## ANNÉE 1906

### 1<sup>er</sup> Trimestre.

2. La Responsabilité du Consommateur dans la question du salaire . . . . . M. AUGUSTE DE MORSIER.  
 18. La L. S. A. et le Congrès de l'Hygiène des Travailleurs et des Ateliers . . . . . M. J. BERGERON.  
 29. Une campagne en faveur du Repos hebdomadaire et la fondation d'une Section de la Ligue Sociale d'Acheteurs à Epinal. . . . . M<sup>me</sup> H. J. B.  
 38. NOTES ET NOUVELLES : Chômage d'hiver.  
 La Réunion d'études du groupe : Couturières.  
 La Réunion d'études du groupe : 6<sup>e</sup> étage.  
 Fondation de la Ligue Suisse d'Acheteurs.

### 2<sup>e</sup> Trimestre.

50. La lutte contre la mauvaise hygiène des travailleurs et le rôle des consommateurs . . . . . M. J. BERGERON.  
 59. Dangers hygiéniques et abus du travail à domicile.  
 60. Le travail à domicile en Allemagne. — A. Le premier Congrès pour la protection légale des travailleurs à domicile à Berlin . . . . . M<sup>me</sup> H. J. BRUNDES.  
 71. B. L'Exposition de l'Industrie à domicile à Berlin . . . . . M. H. MULLER.  
 75. Enquêtes officielles et privées.  
 86. NOTES ET NOUVELLES : Réunions d'études (J. BERGERON).  
 La fondation de la Ligue Lombarde d'Acheteurs (Eleonora Incisa Caviglioli).  
 L'appel aux acheteurs adressé par deux Syndicats Marseillais (M. I.).  
 Questionnaire concernant le travail à domicile.

### 3<sup>e</sup> Trimestre.

98. Les Ligues de Consommateurs aux  
Etats-Unis . . . . . M<sup>lle</sup> RACHEL DE LA RIVE.  
108. Les Bagages trop lourds. . . . . B<sup>re</sup> GEORGES BRINCARD.  
113. Deux affiches : Les organisations ou-  
vrières et le rôle des consommateurs. M. J. BERGERON.  
120. Liste des Imprimeries de Paris et de  
la banlieue payant le tarif syndical.  
127. NOTES ET NOUVELLES : 3<sup>e</sup> Assemblée générale (7 juin 1906).  
Activité de la Ligue Suisse d'Ache-  
teurs. — Correspondance avec des  
fabricants de chocolats. — Un mani-  
feste en faveur du repos hebdoma-  
daire des pâtisseries. — Nouveau ré-  
glement de la ville de Berne en faveur  
du repos du Dimanche.

### 4<sup>e</sup> Trimestre.

145. Tract n° 1 : Qu'est-ce que la Ligue Sociale d'Acheteurs?  
152. Tract n° 2 : Législation protectrice du travail des femmes.  
159. Tract n° 3 : Pour Noël et le jour de l'An.  
166. Tract n° 4 : Contre le chômage.  
173. Tract n° 5 : Si vous avez souci de l'hygiène...  
177. Tract n° 6 : La réclame internationale.  
181. Tract n° 7 : Ne louez pas un appartement...  
189. Table des matières des deux premières années du Bulletin.



---

*Le Gérant : J. BERGERON.*

---

*Imprimé par des ouvriers payés au tarif accepté par la Fédération des Travailleurs du Livre  
pour la région.*

---

EMMANUEL RIVIÈRE, INGÉNIEUR E. C. P., BLOIS, 2, RUE HAUTE.

## 7<sup>e</sup> LISTE BLANCHE

Distribuée en Juin 1906

### ATLIERES DE COUURE

(Maison à l'essai)

- M<sup>me</sup> BLANCHE LEBOUVIER, 3, rue Boudreau, IX<sup>e</sup>.  
 M<sup>son</sup> LELONG, 48, place de la Madeleine, VIII<sup>e</sup>.  
 © M<sup>son</sup> VIGNON, 182, rue de Rivoli, I<sup>re</sup>.  
 M<sup>mes</sup> J. ADAM et BOUHOURS, 32, avenue Carnot, XVII<sup>e</sup>.  
 M<sup>me</sup> ARGÉ, 15, avenue du Trocadéro, XVI<sup>e</sup>.  
 M<sup>me</sup> L. BARRÉ, 24, rue de Babylone, VII<sup>e</sup>.  
 M<sup>me</sup> BAUDRY, 8, rue de la Fidélité, X<sup>e</sup>.  
 M<sup>lle</sup> BONVALLET, 33, Chaussée d'Antin, IX<sup>e</sup>.  
 M<sup>lle</sup> BOUTRY, 12, rue Pasquier, VIII<sup>e</sup>.  
 M<sup>lle</sup> CUSSONNIER, 370, rue Saint-Honoré, I<sup>re</sup>.  
 M<sup>me</sup> DALTROPHE, 40, rue des Martyrs, IX<sup>e</sup>.  
 M<sup>me</sup> C. LEFRANC, 5, rue Saulnier, IX<sup>e</sup>.  
 M<sup>me</sup> RAYET, 14<sup>bis</sup>, rue Montaigne, VIII<sup>e</sup>.  
 © M<sup>me</sup> TAMBUTÉ, 27, rue Mazarine, VI<sup>e</sup>.

Couturières essayant à domicile

- M<sup>me</sup> CHERFILS, 20, rue de la Sorbonne, V<sup>e</sup>.  
 M<sup>lle</sup> HÉLEINE, 23, boulevard des Batignolles, VIII<sup>e</sup>.  
 M<sup>me</sup> PACAUD, 24, rue Rennequin, XVII<sup>e</sup>.

### TAILLEURS POUR DAMES

- M. NOEL, 91, rue des Petits-Champs, I<sup>er</sup>.  
 M. FOLTIER, 158, boulevard Péreire, XVII<sup>e</sup>.  
 M. OLSEN, 3, rue Lécuse, XVII<sup>e</sup>.  
 © M. TAMBUTÉ, 27, rue Mazarine, VI<sup>e</sup>.

### CORSETS

- M<sup>son</sup> BRIDELANCE et DOSNE, 19, faubourg Saint-Honoré, VIII<sup>e</sup>.  
 M<sup>me</sup> A. CLOITRE, 28, rue Caumartin, IX<sup>e</sup>.  
 M<sup>me</sup> VIÉVILLE, 38, rue Montparnasse, XIV<sup>e</sup>.

### LINGERIE FINE POUR DAMES. LAYETTES. ROBES DE CHAMBRE

- M<sup>lle</sup> J. MOULINIÉ, 31, rue de la Sourdière, I<sup>er</sup>.

### MODES

- M<sup>me</sup> CHEUILLOT, 396, rue Saint-Honoré, VIII<sup>e</sup>.  
 M<sup>me</sup> ELOISE, 40, rue du Bac, VII<sup>e</sup>.  
 M<sup>lles</sup> FELLION, 73, rue de Vaugirard, VI<sup>e</sup>.  
 M<sup>me</sup> HENRIETTE, 124, faubourg Saint-Honoré, VIII<sup>e</sup>.  
 © M<sup>me</sup> MARÉCHAL, 78, avenue de Wagram, XVII<sup>e</sup>.  
 © M<sup>me</sup> ROBERT, 40, rue Pasquier, VIII<sup>e</sup>.

Les Maisons dont les noms sont précédés du signe © sont celles où l'on donne dans l'après-midi un quart d'heure de repos pour le goûter et où toutes les ouvrières ont, pour travailler, des sièges à dossier.

**END OF  
TITLE**